

### **ANNEXE N°3 DU CCTP : LES PENALITES APPLICABLES**

Lorsque le pouvoir adjudicateur ou son représentant envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Il convient de noter que ces pénalités peuvent être cumulatives.

<b>Cause</b>	<b>Pénalités €HT</b>
Non-respect des plannings, des délais d'intervention validés avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant.	Pénalité forfaitaire de 50 € / jour calendaire de retard à compter du lendemain de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution.
Non-respect du port de tenue de travail et EPI, (vêtements déchirés, importantes traces de salissures, indication du nom du prestataire non visible) pour intervenir dans un établissement.	Pénalité de 25 € par intervenant.
Rapport ou bon d'intervention non remis selon l'article 3.4 Rapport d'intervention du CCTP.	Pénalité forfaitaire de 25 € par jour de retard.
Délais de transmission de devis : si les devis demandés par le Client ne lui sont pas parvenus sous un délai de 5 jours calendaire.	Pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard.